

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
31 mars 2015
Français
Original : anglais

New York, 27 avril-22 mai 2015

Application de l'article VI

Rapport présenté par la République islamique d'Iran

1. Le présent rapport est soumis conformément à la mesure n° 20 du plan d'action sur le désarmement nucléaire adopté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010. En conséquence, il contient une liste des mesures que la République islamique d'Iran a prises pour appliquer l'article VI du Traité, l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 intitulée Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, les mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000 et le plan d'action sur le désarmement nucléaire adopté à la Conférence d'examen de 2010, compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 8 juillet 1996.

2. La République islamique d'Iran estime que l'établissement de rapports, tel qu'envisagé dans les mesures n°s 5 à 20 du plan d'action de la Conférence d'examen de 2010, est un moyen utile pour évaluer l'état de la mise en œuvre des obligations contractées en vertu de l'article VI du Traité, et des engagements résolus pris par les États dotés d'armes nucléaires aux Conférences d'examen de 2000 et de 2010. En même temps, bien que pour pouvoir assurer l'objectivité d'une telle évaluation il importe d'adopter une formule unifiée définissant les catégories de renseignements nécessaires, ce mécanisme ne saurait se substituer à l'exécution de l'obligation de désarmement nucléaire au titre de l'article VI du Traité.

3. L'Iran a signé et ratifié le Traité sur la non-prolifération en 1969 et 1970, respectivement. En juin 1973, conformément au paragraphe 1 de l'article III du Traité, l'Iran a conclu un accord de garanties généralisées avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En ratifiant le Traité avant même son entrée en vigueur et en concluant de manière anticipée l'accord de garanties avec l'AIEA, l'Iran a clairement démontré le soutien et l'engagement dont elle faisait preuve depuis longtemps déjà en faveur de cet instrument.

4. En 1974, l'Iran a présenté l'idée de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Depuis lors, cette proposition a été approuvée tous les ans par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. La République islamique d'Iran a également signé le Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires en 1996.



5. La République islamique d'Iran s'est acquittée des obligations qui lui incombent en vertu de l'ensemble des dispositions du Traité dans le but de contribuer à son intégrité et à son universalité ainsi qu'à la réalisation de ses objectifs fondamentaux. En renonçant par principe à l'option nucléaire et en soumettant aux garanties généralisées de l'AIEA ses installations nucléaires utilisées à des fins pacifiques, elle a clairement manifesté son attachement au Traité. La République islamique d'Iran considère que l'acquisition, la mise au point et l'emploi ou la menace d'emploi d'armes nucléaires sont inhumains, immoraux et illégaux, et vont à l'encontre de ses principes les plus fondamentaux. En conséquence, les armes nucléaires n'ont aucune place dans la doctrine de défense de la République islamique d'Iran.

6. La République islamique d'Iran attache une grande importance à l'exécution des obligations de désarmement nucléaire contractées en vertu de l'article VI du Traité, dont la réalisation est un des objectifs fondamentaux de cet instrument et peut contribuer grandement au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Toutefois, elle est profondément déçue que les obligations de désarmement nucléaire au titre du Traité ainsi que les engagements résolus pris par les États dotés d'armes nucléaires aux Conférences d'examen de 2000 et 2010 n'aient toujours pas été honorés.

7. Tel que l'a stipulé la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif du 8 juillet 1996 sur la Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait généralement contraire au droit international et il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace. Tout en soulignant l'importance et la validité de cet avis consultatif concernant les obligations des États parties en vertu de l'article VI du Traité, l'Iran prie les États dotés d'armes nucléaires, qui ont la responsabilité première à cet égard, de s'acquitter comme ils auraient dû le faire depuis longtemps de leurs obligations de désarmement nucléaire. Le plein respect par les États dotés d'armes nucléaires de leurs obligations et engagements de désarmement nucléaire est essentiel pour progresser sur la voie du désarmement nucléaire.

8. En tant que partie au TNP, la République islamique d'Iran a continué à se conformer au Traité, y compris aux obligations en vertu de son article VI. De la Conférence d'examen de 2010 à celle de 2015, les mesures prises par la République islamique d'Iran pour « appliquer l'article VI du Traité, l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, les mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000 et le plan d'action sur le désarmement nucléaire adopté à la Conférence d'examen de 2010, compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 8 juillet 1996 » sont, entre autres, les suivantes :

a) Pendant ladite période, la République islamique d'Iran a continué de concourir activement aux efforts menés à l'échelle internationale pour favoriser le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Les initiatives prises en vue d'atteindre ce noble objectif ont toujours bénéficié de l'entière adhésion de l'Iran. À cet égard, en 2011 et 2013, la République islamique d'Iran a présenté deux projets de résolution à l'Assemblée générale sur le suivi des obligations en matière de

désarmement nucléaire contractées à l'issue des Conférences des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargées d'examiner le Traité en 1995, en 2000 et en 2010, qui ont été adoptées en tant que résolutions 66/28 et 68/35. Dans ces résolutions, l'Assemblée demandait, entre autres, à tous les États dotés d'armes nucléaires de prendre les mesures concrètes suivantes, menant au désarmement nucléaire :

- i) Poursuivre leurs efforts visant à réduire unilatéralement leurs arsenaux nucléaires;
- ii) Renforcer la transparence en ce qui concerne leurs capacités nucléaires militaires et l'application des accords, conformément à l'article VI du Traité et en tant que mesure volontaire de confiance visant à faire progresser le désarmement nucléaire;
- iii) Opérer de nouvelles réductions des armements nucléaires non stratégiques, sur la base d'initiatives unilatérales et dans le cadre du processus de réduction des armes nucléaires et de désarmement nucléaire;
- iv) Adopter des mesures concrètes concertées permettant de réduire encore la disponibilité opérationnelle des systèmes d'armes nucléaires;
- v) Diminuer l'importance des armes nucléaires dans les politiques de sécurité, afin de réduire au minimum le risque de voir ces armes utilisées et de faciliter le processus aboutissant à leur élimination totale;
- vi) S'engager, dès lors qu'il y aura lieu, dans un processus débouchant sur l'élimination totale de leurs armes nucléaires;

b) En 2012, la République islamique d'Iran, conjointement avec d'autres membres du Mouvement des pays non alignés, a été un des auteurs de la résolution 67/39 de l'Assemblée générale sur la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, dans laquelle l'Assemblée décide, entre autres, « de consacrer, le 26 septembre 2013, une séance plénière d'une journée à une réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire », afin de concourir à la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire;

c) Conformément à sa position de principe de longue date en faveur du désarmement nucléaire, le Président de la République islamique d'Iran, Hassan Rohani, a participé à la première Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire, qui s'est tenue le 26 septembre 2013. Il y a soumis, au nom des 120 États membres du Mouvement des pays non alignés, une proposition en trois points sur le désarmement nucléaire. De nombreux représentants de groupes politiques et géographiques, des États Membres et de la société civile qui ont participé à la réunion ont appuyé cette proposition, laquelle a été par la suite adoptée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 68/32 et 69/58 sur le suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013. Par cette résolution, l'Assemblée :

- i) Demande que des négociations commencent au plus tôt, dans le cadre de la Conférence du désarmement, en vue de l'adoption rapide d'une convention globale relative aux armes nucléaires interdisant la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'emploi ou la menace d'emploi de ces armes et prévoyant leur destruction;

ii) Décide de convoquer, au plus tard en 2018, une conférence internationale de haut niveau des Nations Unies sur le désarmement nucléaire pour faire le point sur les progrès accomplis;

iii) Déclare que le 26 septembre sera la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires et que cette journée aura pour objet de promouvoir la réalisation de cet objectif, y compris par l'organisation d'activités de sensibilisation et d'information portant sur la menace que les armes nucléaires représentent pour l'humanité et la nécessité de les éliminer complètement, afin de mobiliser la communauté internationale en vue de la réalisation de l'objectif commun qu'est l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires;

d) Afin de promouvoir la cause du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, la République islamique d'Iran a tenu, les 17 et 18 avril 2010 et les 12 et 13 juin 2011 à Téhéran, deux conférences internationales sur le désarmement et la non-prolifération, au cours desquelles ont été examinés les défis actuels liés au respect des engagements de désarmement nucléaire et où ont été recherchés des mécanismes visant à atteindre le noble objectif d'un monde exempt d'armes nucléaires;

e) Pendant ladite période, comme les autres membres du Mouvement des pays non alignés, la République islamique d'Iran a continué de voter en faveur de la résolution de l'Assemblée générale sur la suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires;

f) La République islamique d'Iran a été parmi les États à avancer et à coparrainer l'idée de promouvoir les aspects humanitaires des armes nucléaires et, se fondant sur sa position de principe sur la renonciation aux armes nucléaires, tenant particulièrement compte de l'interdiction religieuse de ces armes inhumaines, a activement participé aux trois Conférences sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, tenues à Oslo en 2013, à Nayarit (Mexique) en février 2014 et à Vienne en décembre 2014, respectivement;

g) Pendant ladite période, la République islamique d'Iran a continué à participer activement aux sessions de fond annuelles de la Commission du désarmement des Nations Unies et a pleinement appuyé son point de l'ordre du jour sur les « recommandations en vue de réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires ».

h) De même, pendant ladite période, la République islamique d'Iran a continué à participer activement aux travaux de la Conférence du désarmement. L'Iran est fermement convaincue que, malgré les difficultés auxquelles elle fait face actuellement, la Conférence du désarmement, en tant qu'unique instance multilatérale de négociation dans le domaine du désarmement, doit asseoir sa crédibilité et maintenir sa pertinence en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales. À cette fin, pendant sa présidence de la Conférence du désarmement en 2013, l'Iran s'est efforcée de parvenir à un accord sur un programme de travail complet et équilibré. À cette fin, l'Iran n'a épargné aucun effort afin de consulter presque tous les membres de la Conférence. En conséquence, le dénominateur commun de toutes les positions a été reflété dans le document CD/1952 en tant que

proposition de l'Iran pour un programme de travail pour ladite session de la Conférence;

i) En outre, en 2010 et les années suivantes, la République islamique d'Iran a contribué aux travaux de la Conférence du désarmement, en particulier en ce qui concerne son point de l'ordre du jour relatif au désarmement nucléaire, notamment en participant activement à la rédaction et à la présentation du document de travail du Groupe des 21 sur le désarmement nucléaire;

j) Pendant la période en question, la République islamique d'Iran a continué à appuyer pleinement les efforts internationaux et régionaux déployés pour parvenir à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. De même, l'Iran a maintenu sa position de principe de voter en faveur de toutes les résolutions sur la création d'une telle zone, notamment à l'Assemblée générale, à la Conférence générale de l'AIEA et aux sommets et conférences ministérielles de l'Organisation de la coopération islamique. Dans ce contexte, la République islamique d'Iran, par l'intermédiaire de plusieurs séries de consultations avec le Facilitateur, a participé aux processus de préparation de la conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, tel que l'avait décidé la Conférence d'examen du TNP de 2010 et, en 2012, a officiellement déclaré qu'elle était prête à participer à la conférence qui, malheureusement, n'a pas été convoquée du seul fait du refus du régime israélien d'y participer;

k) En 2012, 2013 et 2014, la République islamique d'Iran a également participé activement aux réunions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et a présenté trois rapports sur l'application de l'article VI du Traité, l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, les mesures concrètes convenues dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000 et le plan d'action sur le désarmement nucléaire adopté à la Conférence d'examen de 2010. Au cours de ces réunions, l'Iran a également présenté trois documents de travail sur le désarmement nucléaire;

l) La République islamique d'Iran a participé, au niveau ministériel, et a fait une déclaration à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la sûreté et la sécurité nucléaires, tenue le 22 septembre 2011;

m) La République islamique d'Iran a également participé, au niveau ministériel, et a fait une déclaration à la Réunion de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme nucléaire, tenue le 28 septembre 2012;

n) En 2013, la République islamique d'Iran a également participé activement aux réunions du « Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, aux fins de l'avènement définitif d'un monde sans armes nucléaires » et, outre qu'elle a fait plusieurs propositions au cours de ces réunions, elle a présenté un document de travail, intitulé « Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire »;

o) La République islamique d'Iran a participé, au niveau ministériel, et a fait une déclaration à la session informelle de l'Assemblée générale tenue le 26 septembre 2014 à l'occasion de la première Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires;

p) Pendant ladite période, la République islamique a procédé, avec certains États dotés et non dotés d'armes nucléaires parties au Traité, à plusieurs séries d'un dialogue bilatéral sur la promotion de l'application des traités interdisant les armes de destruction massive, au cours desquelles une importance particulière a été accordée au désarmement nucléaire et à la nécessité de déployer des efforts internationaux intensifs en vue de l'édification rapide d'un monde exempt d'armes nucléaires.
